



Appel à communications Journée des doctorant.e.s de l'URMIS Vendredi 8 juin 2018

Engagement et éthique des chercheur.e.s : la pratique de la recherche en question

Chaque fois qu'un.e chercheur.e s'aventure sur un terrain de recherche, il.elle est amené.e à se questionner sur ses pratiques. Depuis plusieurs années, la journée des doctorant.e.s de l'URMIS propose un espace de discussion sur cette thématique centrale. Cette année, nous vous invitons à partager vos réflexions sur votre rapport à l'engagement (Axe 1) et sur vos questionnements éthiques (Axe 2). En échangeant sur vos recherches en cours ou passées, nous souhaitons mutualiser une réflexion qui reste trop souvent individuelle et masquée dans nos publications.

Axe 1 : Rapport à l'engagement politique des chercheur.e.s

Dans les années 1960, certain.e.s sociologues, dans un regain de positivisme, firent de la dimension morale de leur discipline une relique du passé (Lipset, Smelser, 1961); considérant que la sociologie devait être une science, *un métier*, basée sur une méthode spécifique d'enquête (Bourdieu, Passeron, 1973). Mais et si, et ce depuis leurs origines, les sciences sociales étaient des « sciences politiques » pleinement engagées dans la modernité (Karsenti, 2006 ; Callegaro, 2015) ? Durkheim ne voulait-il pas remédier à l'absence d'intermédiaire entre individu et État, par le biais des corporations de métier? Toute sa théorie n'était-elle pas inspirée par le socialisme saint-simonien ? Les courants néopositivistes, et la position radicalement antidurkheimienne de certains auteurs comme Latour ou Viveiros de Castro, auteurs

centraux de l'anthropologie actuelle, marquent-ils l'abandon de cette vocation politique originelle ?

Des propositions comme celles de Burawoy (2009), dans le sens d'une « sociologie publique », qui doit assumer l'engagement moral au fondement même de notre intérêt de chercheur.e.s, nous font penser le contraire. Nous savons aujourd'hui que le travail de terrain n'est pas un espace passif, qui attend d'être analysé : l'environnement d'enquête, les informateurs, nos convictions et croyances propres (Elias, 1993 ; Giddens, 1987) constituent un espace d'apprentissage, de coproduction, d'engagement qui ne peut être neutre ni neutralisé. Si pour certains, il est même impossible de ne « pas prendre position » (Becker, 1967), particulièrement lorsque l'on travaille sur un groupe « subalterne » quel qu'il soit, comment concilier alors *volonté de savoir* et *volonté d'agir* ?

Par un pas de plus, ces réflexions nous poussent à questionner plus intimement notre rapport à la discipline : qu'est-ce qui nous pousse à devenir puis à rester sociologue, géographe, historien.ne, démographe, anthropologue, particulièrement quand les logiques de « carrière » semblent peu compatibles avec un engagement politique ? Maintenir une « vocation », choisir certains auteurs, courants théoriques, concepts, ou même styles d'écriture (Mazzochetti 2007 ; 2015) ; prendre telle ou telle position sur les rapports sociaux que nous plaçons sous notre loupe ; voilà des aspects bien peu souvent explicités dans la présentation de nos recherches, et qui en font précisément des recherches éminemment politiques.

Autant de questions qui se posent aux jeunes chercheur.e.s d'aujourd'hui et sur lesquelles nous vous invitons à débattre. Cette thématique s'y prêtant particulièrement, les communications sous forme de discussion entre un.e doctorant.e et son directeur ou sa directrice de thèse seront les bienvenues.

Axe 2 : Ethique(s) de la recherche

Au cours de ces dernières années, la recherche scientifique en sciences humaines et sociales en France a connu de nombreuses transformations, notamment induites par l'apparition de nouveaux outils et dispositifs qui permettent d'orienter et de gouverner les projets de recherche soutenus par des institutions françaises, comme les universités, le CNRS, l'INSERM. Ces nouveaux dispositifs prennent souvent la forme de comités d'éthique, ayant pour enjeu de façonner et conditionner la pratique de la recherche, depuis le choix du terrain, la problématique de recherche, le contenu des interactions et interventions du chercheur auprès de ses enquêtés. En sciences sociales (sociologie, anthropologie, démographie, géographie, etc), ces comités d'éthique se donnent pour objectifs de juger la bonne conduite « scientifique » du

protocole de recherche (la scientificité du projet jugeant son appréciation) et d'assurer l'intégrité physique et mentale des sujets recrutés pour l'expérience. La sphère d'expertise des comités d'éthique s'étend également au-delà des sciences sociales : les historiens sont également confrontés par exemple à ces nouveaux dispositifs de contrôle de leur recherche, qui évaluent les modalités du travail en archives en fonction de ses répercussions possibles pour les descendants des acteurs mentionnés dans leurs travaux.

Si les comités d'éthique sont déjà bien établis dans d'autres disciplines en sciences naturelles et sciences médicales, ou dans les sciences sociales et humaines dans d'autres pays comme aux États-Unis, force est de constater qu'ils font figure de nouveauté dans les sciences humaines et sociales en France, où la question de la gouvernance de la science ne se pose que depuis quelques années. Face à cette situation, il est essentiel que les jeunes chercheur.e.s et doctorant.e.s, nouvelles et nouveaux acteurs/actrices de la science assument les questions liées à ces transformations.

Les nouveaux rapports de pouvoir institutionnels engendrés par les comités d'éthique sont-ils voués à occasionner un bouleversement des pratiques du terrain et de restitution des travaux scientifiques en sciences sociales ? Quels positionnements entretiennent les jeunes chercheur.e.s vis-à-vis de ces nouvelles pratiques d'évaluation de leur terrain ? Le.la chercheur.e en sciences sociales doit-il.elle obligatoirement faire de l'éthique une valeur fondamentale dans la conduite de sa recherche ? Si oui, comment ? Quels enjeux de pouvoir révèle la constitution de ces nouveaux dispositifs ? Le rapport du.de la chercheur.e à la scientificité, érigée comme valeur reine en est-il changé ?

Par ailleurs, au-delà des dimensions institutionnelles, chaque chercheur.e est amené.e à questionner l'éthique de ses pratiques de recherche : qu'elles soient liées aux stratégies à adopter sur son terrain et vis-à-vis de ses enquêté.e.s, ou à celles à penser lors de ses restitutions. Dans l'idée que la recherche est insérée dans des rapports de pouvoir, qu'elle produit un savoir qui n'est pas neutre, comment chacun.e définit une pratique éthique de la recherche ? Dans quelle mesure l'éthique du.de la chercheur.e est-elle influencée par les contraintes liées aux exigences institutionnelles, aux commanditaires, aux enquêté.e.s ? Se pose la question de la hiérarchie des savoirs produits et des traces laissées par les chercheur.e.s dans leurs situations d'enquête (après les entretiens, après leurs résidences, après leurs publications etc). Pour être éthique, la recherche en sciences sociales doit-elle avoir vocation à être « utile » ? Et si oui, vis-à-vis de quel(s) public(s) ?

Cette série de questions sera l'occasion pour les doctorant.e.s et jeunes chercheur.e.s en sciences humaines et sociales venant d'horizons divers (anthropologie, sociologie,

histoire, géographie, etc) de partager leurs expériences et réflexions vis-à-vis des dispositifs de contrôle de l'éthique de la recherche et de leurs propres pratiques.

Modalités de soumission et calendrier :

L'appel s'adresse aux doctorant.e.s ou jeunes chercheur.es de toute discipline de sciences sociales et humanités sans restriction (sociologie, histoire, démographie, géographie, anthropologie, droit, économie, etc). Les propositions de résumés (250 mots) sont attendues pour le 1er février 2018 et sont à envoyer à l'adresse jddurmis2018@gmail.com. Les réponses du comité seront transmises mi-mars.

Le texte des communications sera à transmettre au comité d'organisation pour le lundi 14 mai 2018 afin que les discutant.e.s en prennent connaissance. Le format des communications sera compris entre 15 et 20 minutes. La journée d'étude aura lieu à la MSHS Sud Est de Nice le vendredi 08 juin 2018.

Comité d'organisation :

Iman Ben Lakhdhar, Marine Bismuth, Romane Blassel, Jean-Baptiste Dagorn, Elodie Grossi, Aurore Mottet, Aurélie Racciopi, Arihana Villamil.

Bibliographie indicative

BECKER H. S. (1967) « Whose Side Are We On ? », *Social Problems*, vol. 14, #3, pp. 239-247.

BOURDIEU P., PASSERON J.-C. (1973) *La reproduction : éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris : Les Editions de Minuit

BURAWOY M. (2009) *The Extended Case Method. Four Countries, Four Decades, Four Great Transformations, and One Theoretical Tradition*, Berkeley : University of California Press

BURAWOY M. (2009) « Pour la sociologie publique », Actes de la recherche en sciences sociales (n° 176-177), p. 121-144. □ [En ligne] URL : <http://www.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2009-1-page-en-121.htm> (consulté le 07 avril 2016)

CALLEGARO F. (2015), *La science politique des modernes. Durkheim, la sociologie et le projet d'autonomie*, Paris : Economica

DAYER C. (2014) « Des savoirs mutants aux public'actions », *SociologieS* [En ligne], Dossier : La restitution des savoirs, URL : <http://sociologies.revues.org/4758> (consulté le 07 avril 2016)

DOUZOU L. (2011) « Enquêteur, enquêté : quelle quête et pour qui ? », *Revue d'Interrogations ?* [En ligne] , N°13. Dossier : Le retour aux enquêtés, URL : <http://www.revue-interrogations.org/Enqueteur-enquete-quelle-quete-et> (consulté le 7 novembre 2017).

ELIAS N. (1993) *Engagement et distanciation*, Paris : Fayard

GIDDENS (1987) *La constitution de la société*, Paris : PUF

HARDY A-C. (2011) « Donner, recevoir et rendre : Réflexion sur les règles de l'échange sociologique », *Revue d'Interrogations ?* [En ligne], N°13, Dossier : Le retour aux enquêtés, URL : <http://www.revue-interrogations.org/Donner-recevoir-et-rendre> (consulté le 07 avril 2016)

KARSENTI B. (2006), *La société en personnes. Études durkheimiennes*, Paris : Economica

LIPSET S. M., SMELSER N. (1961) *Sociology : The Progress of a Decade*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall

MAZZOCCHETTI J. (2007) Retour réflexif sur deux expériences contrastées de recherche impliquée, *Politiques sociales*, 3 et 4 : 25-41.

MAZZOCCHETTI J. (2015) Basculements sensibles, implications et écritures, in DEFREYNE E., HAGDAD MOFRAD G., MESTURINI S., VUILLEMENOT A.-M. (eds.), *Intimité et réflexivité, Itinérances d'anthropologues*, Louvain-la-Neuve, Academia, Coll. Investigations d'Anthropologie Prospective, 11 : 83-114.

SCHURMANS, Marie-Noëlle, Maryvonne CHARMILLOT et Caroline DAYER, « Introduction du Dossier « La restitution des savoirs » », *SociologieS* [En ligne], Dossier : La restitution des savoirs, URL : <http://sociologies.revues.org/4713> (consulté le 07 avril 2016)

STRATHERN Marilyn., 1987. « Out of Context: The Persuasive Fictions of Anthropology », *Current Anthropology*, 28(3): 251-281.

ZONABEND, Françoise., 1994, « De l'objet et de sa restitution en anthropologie », *Gradhiva*, 16 : 3-14.